

## Des hommes et des bœufs

Commentaires sur la prochaine présidence du Conseil de l'Union européenne à la lumière des accords de libre-échange prévus entre l'UE et le MERCOSUR

Florian Horn, Rosa-Luxemburg-Stiftung Bruxelles

### Abricots rouges

Dans son dernier roman, *Sérotonine*, l'écrivain français Michel Houellebecq se consacre à l'amour et à l'agriculture. Le narrateur du roman, Florent-Claude Labrouste, quitte sa compagnie et son travail en tant que conseiller auprès du ministère français de l'agriculture pour se lancer sur les traces de son passé. L'une de ces traces le mène à Aymeric, son ancien ami et camarade d'université, le seul de sa promotion à avoir décidé, après ses études d'ingénieur agronome, de vraiment devenir agriculteur. Aymeric et les autres producteurs laitiers de Normandie protestent justement contre la politique laitière de l'Union européenne qui a déjà poussé quelques-uns des collègues d'Aymeric au suicide. La manifestation des agriculteurs dégénère et Labrouste devient le témoin d'une confrontation dramatique avec la police au cours de laquelle son vieil ami se tue d'un coup de fusil devant la caméra. Mais les producteurs laitiers normands ne doivent pas rester les seules victimes de la politique agricole libérale :

« Dès que les accords de libre-échange actuellement en négociation avec les pays du Mercosur seraient signés, il était évident que les producteurs d'abricots du Roussillon n'auraient plus aucune chance, la protection offerte par l'AOP "abricot rouge du Roussillon" n'était qu'une farce dérisoire, le déferlement des abricots argentins était inéluctable, on pouvait d'ores et déjà considérer les producteurs d'abricots du Roussillon comme virtuellement morts, il n'en resterait pas un, pas un seul, même pas un survivant pour compter les cadavres. »<sup>1</sup>

Labrouste prédit donc qu'un jour, la politique qui conduit les producteurs laitiers au suicide en toucherait d'autres si l'accord de libre-échange avec les États du MERCOSUR devait aboutir.

Voilà pour l'histoire fictive de ce roman – mais malheureusement, cet accord n'est pas une fiction. De quoi s'agit-il dans cet accord qui, à en croire Houellebecq, est si mortel qu'à la fin, il ne reste plus personne pour compter les cadavres ?

---

<sup>1</sup> Michel Houellebecq, M. (2019). *Sérotonine*. Flammarion, Paris.



## La vague rose

Au début des années 1990, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay conviennent d'instaurer une zone de libre-échange, le MERCOSUR (« marché commun du Sud »), qui, par un tarif douanier commun, devient en 1995 une union douanière. Leur objectif est de créer un marché unique voué à la libre circulation des biens, de la main-d'œuvre et des services sur le modèle de l'Union européenne et fondé sur l'idéologie du libre-échange. Dix ans à peine après ces prémices, en juin 1999, les négociations sur un accord de libre-échange commun commencent entre le MERCOSUR et l'Union européenne, étape logique d'une politique axée sur la libéralisation économique, caractéristique de cette époque.<sup>2</sup> Pourtant, dès le départ, les négociations ne progressent que lentement, entre autres du fait qu'au début des années 2000, des gouvernements de gauche remplacent les néolibéraux à la tête des pays du MERCOSUR. Sont concernés le Brésil (2003), l'Argentine (2003) et l'Uruguay (2005), ainsi que le Paraguay à partir de 2008. Ces gouvernements remettent le mantra du libre-échange en question, au profit d'une orientation plus marquée vers une intégration latino-américaine. Suite à cette « vague rose », les négociations entre l'UE et le MERCOSUR s'enlisent toujours plus, jusqu'à une paralysie temporaire. Pourtant, les idéologues du libre-échange font preuve de ténacité et de puissance financière, si bien qu'après les revers politiques des années passées – les gouvernements du Paraguay et du Brésil ont été démis de leurs fonctions au moyen de méthodes démocratiquement douteuses –, les négociations reprennent rapidement et s'accélèrent même pour ne pas risquer de les voir freinées par un nouveau changement politique, changement d'ailleurs déjà amorcé en Argentine. C'est donc en toute hâte qu'en 2019, un mémorandum d'accord politique est adopté dans lequel les partenaires contractuels promettent solennellement de conclure l'accord au plus vite, bien qu'il soit en pleine phase de négociation et qu'il soit pratiquement impossible d'en évaluer les conséquences.

L'étape suivante était en fait prévue pour la seconde moitié de 2020. L'Allemagne avait l'intention de travailler à la « finalisation » de l'accord pendant sa présidence du Conseil de l'Union européenne. Dans un projet du gouvernement fédéral visant à fixer les priorités de la présidence allemande du Conseil et rédigé avant la crise du Coronavirus, l'accord avec le MERCOSUR figure en tête de l'agenda.<sup>3</sup> Ce sont vraisemblablement les intérêts du secteur automobile allemand en difficulté, dont les espoirs reposent sur de nouveaux débouchés dans l'espace du MERCOSUR, qui en sont la principale motivation. Bien entendu, cela s'applique également à d'autres poids lourds de l'exportation allemande, comme la construction

---

<sup>2</sup> Dans les années 1990, l'idée d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) avait le vent en poupe.

<sup>3</sup> Bonse, E. (2020). Berlin will MERCOSUR durchdrücken. taz, 2 avril 2020. Disponible sur <https://taz.de/Plan-fuer-deutsche-EU-Praesidentschaft/!5673739&ts=mercosur/> (en allemand uniquement)



mécanique ou l'industrie chimique. Après tout, le MERCOSUR prélève sur de tels produits des droits de douane à l'importation dépassant en partie les 30 %. La pandémie de COVID-19 a contrecarré ces efforts, et le MERCOSUR a été mis à l'écart, le nouveau projet sur les dossiers prioritaires de la présidence allemande du Conseil n'évoquant que de simples tentatives de parvenir à un accord au sein du Conseil.

Cela ne signifie aucunement que l'accord soit une affaire réglée. En effet, face à l'effondrement des exportations européennes, il est malheureusement probable que des concepts de politiques commerciales déjà voués à l'échec soient remis à l'ordre du jour et présentés comme une échappatoire à la crise. Les pays à vocation exportatrice, l'Allemagne en particulier, mais aussi d'autres pays de l'UE qui dépendent fortement de l'exportation, y tiennent certainement beaucoup. La Commission estime à près de 35 % la part du PIB européen représentée par les exportations. Cela correspond selon elle à un emploi sur sept en Europe et à une augmentation de deux tiers depuis 2000.<sup>4</sup> Face à cela se trouvent des secteurs économiques et des régions de l'UE menacés par l'augmentation des importations en provenance du MERCOSUR, ces importations pouvant, comme le décrit Houellebecq de manière drastique, exterminer les producteurs locaux. Il s'agit là avant tout de l'agriculture, mais celle-ci ne se limite en aucun cas aux seuls abricots rouges : les céréales, le bioéthanol et la viande bovine du Brésil et d'Argentine, par exemple, pourraient inonder les marchés européens.<sup>5</sup> Cette situation a déclenché des manifestations contre l'accord commercial en Europe, et ce sont précisément ces lignes de rupture au sein de l'UE qui pourraient faire échouer l'accord.

Comme évoqué précédemment, on trouve d'un côté l'Allemagne, fervent défenseur de l'accord, mais aussi l'Espagne et ses liens économiques étroits avec l'Amérique latine. De l'autre côté, le scepticisme domine en France, et des voix critiques s'élèvent en Irlande, aux Pays-Bas et dans la région belge de Wallonie, célèbre pour ses manifestations contre les accords commerciaux. Aux Pays-Bas, une récente décision du Parlement convie le gouvernement à ne pas ratifier l'accord. L'Autriche dispose également d'une décision similaire allant contre l'accord. Des ruptures se profilent également de l'autre côté de l'Atlantique : le nouveau gouvernement argentin de centre gauche a certes affirmé son attachement à l'accord UE-MERCOSUR, mais a

---

<sup>4</sup> Commission européenne (2020). A renewed trade policy for a stronger Europe. Note de consultation, 16 juin 2020. Disponible sur [https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2020/june/tradoc\\_158779.pdf](https://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2020/june/tradoc_158779.pdf) (en anglais uniquement)

<sup>5</sup> Il est prévu d'augmenter les quotas d'importation de près de 100 000 tonnes (50 % environ) pour la viande de bœuf, et de 650 000 tonnes (600 %) pour le bioéthanol. Voir Fritz, T. (2020). EU-MERCOSUR Abkommen – Risiko für Klimaschutz und Menschenrechte. MISEREOR/Greenpeace/Dreikönigsaktion, Aix-la-Chapelle / Hambourg / Vienne. Disponible sur <https://www.misereor.de/fileadmin/publikationen/studie-EU-mercosur-abkommen-risiken-fuer-klimaschutz-und-menschenrechte.pdf> (en allemand uniquement)



également remis en question le bien-fondé du MERCOSUR du fait que certains États membres négocient leurs propres accords de libre-échange.

Il y a donc bon espoir que certains parlements ou gouvernements s'opposent à l'accord. Pour autant, le passé a montré que de tels processus parlementaires et démocratiques ont tout simplement été ignorés par la Commission européenne ou les gouvernements des États membres, raison pour laquelle personne ne doit se fier à ces processus pour faire échouer l'accord. Il faut que la société exerce une pression supplémentaire pour forcer les gouvernements à tenir parole. Mais au juste, pourquoi vouloir stopper l'accord ?

### **Le nain Tracassin**

L'été dernier, des incendies de forêt sans précédent dans la région amazonienne ont obscurci le ciel au-dessus de l'Amazone et les écrans de télévision de la planète. Il est très probable que nous revoyions de telles images cet été, car les incendies ont été déclenchés par des personnages peu louables qui dansent joyeusement autour du feu dans l'anticipation des bénéfices. Après tout, c'est ainsi que l'on obtient, sous couvert politique, des pâturages destinés à l'élevage bovin, entre autres dans l'objectif d'augmenter les exportations vers l'UE.

Le terreau fertile sur lequel l'accord UE-MERCOSUR doit prospérer ne provient donc pas uniquement des cadavres des producteurs d'abricots du Roussillon de Houellebecq, mais aussi de la destruction de biotopes incomparables et des espaces où vivent les peuples autochtones du Brésil. Sur cette toile de fond, un réseau rassemblant de nombreuses organisations de défense de l'environnement et des droits de l'homme de l'Europe entière se mobilise actuellement contre l'accord UE-MERCOSUR et publie des informations sur ses dangereuses retombées. La Fondation Rosa Luxemburg a elle aussi [publié récemment une étude](#) qui montre comment de grands groupes chimiques allemands continuent d'exporter vers l'Amérique latine des pesticides interdits en Europe pour des raisons écologiques et sanitaires, et dénonce l'impact terrible qu'ils ont sur la population locale – procédé que l'accord commercial ne ferait que renforcer.<sup>6</sup> [Dans une lettre ouverte](#) adressée à la présidence allemande du Conseil, le réseau d'ONG « Seattle to Brussels » invite donc le gouvernement allemand à changer d'avis, et la Commission européenne, ainsi que les États membres de l'UE, à stopper définitivement l'accord.<sup>7</sup>

---

<sup>6</sup> Luig, B. et al. (2020). Gefährliche Pestizide von BASF und Bayer. Campanha Permanente Contra os Agrotóxicos e Pela Vida / Khanyisa / Rosa-Luxemburg-Stiftung / INKOTA / MISEREOR, Aix-la-Chapelle / Berlin / Johannesburg / Port Elizabeth / Rio de Janeiro. Disponible sur <https://www.rosalux.de/publikation/id/42000/> (en allemand uniquement)

<sup>7</sup> <http://s2bnetwork.org/arretons-l'accord-ue-mercosur/>



## La Belle au bois dormant

Au-delà de l'impact sur le climat, l'environnement et les petits agriculteurs, ces dernières années ont montré que de tels accords de libre-échange sont conçus pour servir l'appât du gain de groupes transnationaux, notamment en ouvrant la voie à une mondialisation de l'économie qui ne fait qu'accroître les inégalités entre les pays et à l'intérieur même des pays. Qui plus est, la crise du Coronavirus a montré à quel point ces filières de production et de commercialisation, caractérisées par des interdépendances mondialisées et axées non pas sur l'approvisionnement, mais sur la maximisation du profit, sont fragiles face à une crise sanitaire et aux mesures de repli nationales qu'elle provoque.

Il existe depuis longtemps un vif débat sur un détricotage de cette forme de mondialisation de l'économie. Dans le même temps, la Commission, effrayée, certes, mais continuant de se reposer sur ses lauriers du marché « libre », persiste dans l'inaction, dans la torpeur de la Belle au bois dormant, et résiste aux tentatives de la réveiller de son bienheureux sommeil en marmonnant des platitudes à la fois vagues (« résilience ») et vides de sens (« une Europe qui protège dans l'action sans être protectionniste »).<sup>8</sup> Il faut donc que l'alerte donnée par les forces progressistes soit plus puissante encore, pour enfin pouvoir sonner l'avènement d'un changement de politique commerciale. Mettre un point final à l'accord avec le MERCOSUR en serait un excellent début.

---

<sup>8</sup> Discours de Phil Hogan, commissaire européen, lors du lancement de la consultation publique sur le réexamen de la politique commerciale de l'UE. Institut universitaire européen, Florence, 16 juin 2020. Disponible sur [https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/hogan/announcements/speech-commissioner-phil-hogan-launch-public-consultation-eu-trade-policy-review-hosted-eui-florence\\_en](https://ec.europa.eu/commission/commissioners/2019-2024/hogan/announcements/speech-commissioner-phil-hogan-launch-public-consultation-eu-trade-policy-review-hosted-eui-florence_en) (en anglais uniquement)

